

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION**

**DE M<sup>ME</sup> JULIE MIVILLE-DECHÊNE  
PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**LES FEMMES DANS LES LIEUX DE POUVOIR**

**ORGANISÉ PAR  
ÉCOLE FEMMES ET DÉMOCRATIE, SOUS LE THÈME :  
FEMMES ET POLITIQUE; MARIAGE D'INFLUENCE POUR L'ÉGALITÉ**

**LE VENDREDI 11 MAI 2012**

## 1. Salutations et remerciements

## 2. Introduction

- Bravo pour votre engagement.
- Tout comme moi, vous croyez sans doute à l'importance d'accroître la représentation féminine dans les lieux décisionnels.

## 3. La représentation des femmes en politique, c'est :

- l'efficacité de la gouvernance publique;
- une question d'équité et de principe :
  - les femmes représentent environ 50 % de la population, à peu près 50 % de la population active, sont scolarisées, sont compétentes, etc. En conséquence, il serait normal de les retrouver dans des proportions voisines des 50 % dans les hautes sphères de la gouvernance;
- besoin de tous les talents.

### Bref état des lieux

#### Au sein des instances politiques

- Les femmes constituent moins du tiers de la députation à l'Assemblée nationale (29 %). Je constate une certaine stagnation.

#### Au palier municipal

- Les femmes siègent plus souvent à titre de conseillères (29 %) alors que seulement 16 % sont mairesses.

#### Au sein des organismes locaux

- Dans les C. A. des Conseils régionaux des élus (CRÉ), les femmes forment un peu plus du quart (27 %) des membres.

Mais il y a de l'espoir!

- Les jeunes femmes investissent les lieux de pouvoir en plus grand nombre que leurs aînées.
- Sur le plan national, leur représentation se situe autour de la parité dans 15 des 21 instances<sup>1</sup>.

#### 4. Pourquoi les femmes sont-elles quasi absentes des lieux de pouvoir?

Les écarts hommes-femmes demeurent. Par exemple, sur le plan de la présence des femmes en politique, le Québec accuse même un retard. Il a été « battu » par quatre autres provinces :

- 4 femmes « premier ministre » sur les 10 provinces et 3 territoires :
  - Kathy Dunderdale (PC) à Terre-Neuve;
  - Christy Clark (Aile progressiste) en Colombie-Britannique;
  - Alison Redford (PC) en Alberta. Élu le 23 avril dernier, battant le Wildrose Alliance, dirigé par Danielle Smith, pourtant favori dans les sondages;
  - Eva Aariak au Nunavut.

Ce ne sont pas des missions faciles.

Est-ce parce que la population, au Québec, n'est pas prête à élire une femme aux commandes?

- Rappelez-vous les difficultés récurrentes de la chef du Parti québécois, Pauline Marois. Certains disaient qu'être une femme constituait un handicap sérieux pour une partie importante de l'électorat. Selon moi c'est faux. C'est un mythe. Pauline Marois a été battue par André Boisclair à la direction du PQ. Mais quand ce dernier a mordu la poussière aux élections, Madame Marois a accepté de venir à la rescousse en prenant la tête d'un parti sans aucune concurrence. Sa persévérance depuis lui a valu l'admiration de plusieurs observateurs.

Toutefois, malgré les progrès, les femmes doivent surmonter davantage d'**obstacles** que les hommes pour atteindre les sphères du pouvoir :

##### **Les pratiques institutionnelles conservatrices**

- Les coulisses des partis politiques sont encore un monde d'hommes. Les attitudes sexistes ou stéréotypées compliquent la vie des femmes qui ont l'ambition de faire de la politique. Discrimination systémique.

##### **Les stéréotypes sexuels**

- Présents dans toutes les dimensions de la vie sociale, véhiculés autant par les femmes que par les hommes.
- Ces obstacles aux rapports égaux prennent leur ancrage au sein même des familles, influent sur les choix de carrière des filles et des garçons et nuisent au plein accès des femmes au travail et à la vie publique :

- combien de fois avons-nous dit que les hommes ne peuvent faire qu'une tâche à la fois alors que nous sommes multitâches, femmes-orchestres? Pour ma part, pas mal souvent!
- Les stéréotypes sexuels nous semblent innés. À force de répéter, on finit par croire qu'on est né comme cela et qu'il n'y a rien à faire!
- Un excellent article dans la revue *Sciences et Avenir* déboulonne le neurosexisme : cette idée qu'une partie des différences H/F est due aux caractéristiques des cerveaux respectifs.
- Car il n'y a rien de pire que de se faire dire de tels clichés, de tels conditionnements : les femmes ont moins d'ambition, sont incapables de se vendre, sont trop douces pour réussir en politique, etc.
- On peut changer les choses, mais c'est extrêmement difficile. Ces conditionnements sont inconscients.

### **Le poids de la double tâche lié au partage inégal des responsabilités domestiques et familiales qui expliquent ce déséquilibre**

- Lueur d'espoir : les jeunes hommes participent de plus en plus aux tâches domestiques; le taux de participation des femmes demeure élevé : 92 % vs 78 % pour les hommes.

**Discrimination systémique** (source : site Web de la Commission de l'équité salariale)

Une forme de discrimination qui relève d'un système, c'est-à-dire d'un ordre établi provenant de pratiques volontaires ou non, neutres en apparence. Cela donne lieu par exemple à des écarts salariaux entre les emplois traditionnellement occupés par les hommes et ceux traditionnellement occupés par les femmes. Pourquoi paie-t-on plus un soudeur qu'une infirmière?

### **Confiance en soi : une qualité masculine ou féminine?**

- Et en ce qui concerne l'arène politique, les femmes peuvent craindre la joute, la pression médiatique. J'en sais quelque chose pour avoir été de l'autre côté de la clôture comme journaliste durant de nombreuses années.
- Ça prend du courage. Surtout dans le contexte du cynisme ambiant à l'endroit des politiciens et de ce que certains qualifient de crise de la démocratie.

**Et des femmes en sont capables!**

- Par exemple, le 7 octobre dernier, dans la tourmente des allégations de collusions dans la construction, la mairesse de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Chantal Rouleau, a pris la parole publiquement pour dénoncer la collusion qui, selon elle, est érigée en système à Montréal. Pour appuyer ses propos, elle citait un rapport analysant plus de 300 contrats montréalais d'infrastructures accordés entre 2006 et 2010<sup>2</sup>.
  - Le 10 janvier, l'équipe du journal *La métropole* lui attribuait le titre de femme de l'année pour « souligner son geste spectaculaire... » puisque la question de la corruption municipale est taboue chez les politiciens...
  - Le 22 février, le gouvernement la nommait au C. A. de la Régie du bâtiment du Québec. Elle siègera au nouveau comité de gouvernance et d'éthique.
  - Récemment, à l'émission *Enquête*, elle a de nouveau été interrogée et elle a dit que ça ne semblait toujours pas réglé...Elle sait se tenir debout!
- On a aussi l'impression que les femmes en politique ont souvent la lourde tâche de ramasser les pots cassés. Ou qu'elles se retrouvent aux commandes pour assumer un rôle ingrat ou un mandat difficile.
- Souvenons-nous par exemple de Kim Campbell lorsqu'elle a succédé à Brian Mulroney en 1993. J'étais journaliste à l'époque, je me rappelle de sa descente aux enfers. Bien que son mandat n'ait jamais été confirmé par élection populaire, elle demeure tout de même la première femme Première ministre au Canada.
- Féministe à sa façon. Margaret Thatcher disait en boutade en 1975 : « En politique, si vous voulez des discours, demandez à un homme. Si vous voulez des actes, demandez à une femme<sup>3</sup> ».

## **5. Les lieux de pouvoir : des leviers d'influence pour l'atteinte de l'égalité**

- En investissant les lieux de pouvoir, les femmes ont la possibilité d'influencer les décisions qui affectent le développement de nos municipalités, de nos régions, du Québec. Elles deviennent de véritables agents de changement.

Plusieurs mesures d'actions positives ont été prises au fil des ans pour accroître l'égalité :

- la Loi sur le patrimoine familial;
- la Loi sur l'équité salariale;
- la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi;

- les CPE, les congés parentaux;
- la perception automatique des pensions alimentaires.

**Sans la présence de femmes aux commandes, il y a fort à parier que la situation, somme toute privilégiée, des femmes au Québec (quand on la compare à d'autres citoyennes du monde) serait moins reluisante.**

- Si vous êtes en formation à l'École Femmes et Démocratie, c'est parce que vous êtes motivées par une volonté d'agir sur votre environnement, de participer à l'identification de solutions à divers problèmes rencontrés dans nos communautés, dans notre société.
- Selon Léa Cousineau : « Les femmes ne sont pas masochistes. Lorsqu'elles choisissent la voie de l'engagement politique, c'est qu'elles retirent un réel plaisir à participer et à être partie prenante aux décisions ».
- Et des décisions favorables à l'atteinte de l'égalité de fait, nous devons encore en prendre.
- Plusieurs inégalités sont encore présentes en 2012 (écart salarial : leur salaire représente 67 % de celui des hommes, les femmes constituent 60 % des travailleurs au salaire minimum; plus nombreuses à utiliser les services médicaux; revenus inégaux, etc.).
- Pour changer les choses, il faut sortir notre paire de lunettes féministes pour examiner les enjeux sociaux : pauvreté, itinérance, violence, prostitution, finances publiques, sécurité dans les rues, etc. et se demander en quoi les femmes sont-elles concernées? Les projets lancés aux paliers national, régional, local, scolaire, etc. ont-ils des impacts sur les femmes? Les politiques, lois, mesures proposées vont-elles améliorer ou détériorer les conditions de vie des femmes? Vont-elles accroître ou nuire à l'égalité entre les femmes et les hommes? Nous ne pouvons plaire à toutes.

Vous avez probablement déjà entendu parler de l'ADS, analyse différenciée selon les sexes<sup>4</sup>?

- L'ADS est un outil pour promouvoir des mesures concrètes et visibles pour intégrer l'égalité dans les programmes et politiques.
- Il a pour objet de discerner, de façon préventive, les effets distincts sur les femmes et les hommes avec un projet à l'intention des citoyens selon les réalités et besoins différenciés selon le genre.
- Fait partie de la politique gouvernementale québécoise en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, lancée en décembre 2006.

- Neuf projets pilotes pour appliquer l'ADS dans sept ministères, notamment celui des Finances, ont été réalisés de 1997 à 2004.
- Malgré la volonté en place, l'ADS n'est pas systématiquement appliquée dans l'appareil gouvernemental, ni ailleurs, dans d'autres instances. Les mentalités changent lentement, les pratiques aussi.
- Dans son plan d'action gouvernemental sur l'ADS pour 2011-2015<sup>5</sup>, on y retrouve la mesure 14 *Appliquer l'ADS au régime fiscal du Québec* dont la responsabilité incombe au ministère des Finances. Le Conseil suit de près ce dossier.
- Mais il y a quand même moyen de procéder à des examens judiciaires, des enjeux pour les femmes et d'identifier des mesures à mettre en place pour changer les choses.
- Je vais donner quelques exemples tirés de l'expérience du Conseil du statut de la femme. Vous le savez, le Conseil n'est pas un organisme politique, mais il agit avec une relative indépendance au gouvernement.
- Notre rôle est de lui soumettre des avis sur divers enjeux qui touchent les femmes. Donc, avec notre regard critique, qui sait aussi reconnaître les points positifs, nous réalisons des études issues de notre propre initiative et on analyse des projets, des politiques, des projets de loi, etc. On propose des pistes de solutions. À notre manière, nous sommes aussi des agents de changement.

5.1 L'égalité des chances en politique : le Conseil a déjà proposé des pistes de solution dans le cadre de l'étude du projet de loi n<sup>o</sup> 78 – Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale et les règles de financement des partis politiques.

Nous avons mis nos lunettes féministes pour examiner le projet de loi et il nous a paru incomplet. Selon nous, l'augmentation de femmes élues à l'Assemblée nationale passe nécessairement par l'augmentation des candidatures féminines. Cela requiert la volonté et, surtout, la participation de tous les acteurs, gouvernements, partis politiques et organismes de formation et de soutien.

### **Recommandations au gouvernement :**

- mettre en place des mesures facilitant l'accès aux femmes à la fonction politique (congrés à l'occasion de l'investiture, couverture de certaines dépenses personnelles, garderie, etc.);
- mesure positive : reconnaître l'effort des partis en majorant le remboursement des dépenses électorales ayant fait élire au moins 30 % de femmes;

- obliger les partis à se doter d'un plan d'action favorisant l'élection de femmes et d'en rendre compte.

## 5.2 La conciliation travail-famille : nous avons une politique familiale avantageuse. Le Québec se démarque des autres provinces à cet égard.

- Ex. : les prestations de maternité et de paternité réservées exclusivement à chaque parent, ont suscité la prise du congé de paternité :
  - 32 % des pères admissibles ont présenté une demande en 2005, 56 % en 2006 (+ 24 %!).
- On peut encore faire mieux. En Norvège, parité presque parfaite!
- Mettre en place des mesures, adaptées au cycle de fertilité des femmes plutôt qu'aux entreprises et au monde du travail → faciliterait la situation des femmes plus jeunes désirant avoir des enfants.
- Disponibilité et coût des places en service de garde (1998) a un effet sur la décision ou non de retourner sur le marché du travail : PLUS de places en service de garde = PLUS de femmes au travail.
- Donc, il reste à offrir plus de places en service de garde, à accroître l'offre pour les horaires atypiques et à ouvrir des garderies dans des lieux stratégiques comme la Chambre des communes ou l'Assemblée nationale.
- Anecdote : à Radio-Canada, CPE ouvert le soir.

## 5.3 Les rentes de retraites :

- Enjeu préoccupant : la faible participation des Québécois à l'épargne pour la retraite; amplifiée avec le vieillissement de la population, l'augmentation des retraités et la diminution de la population active qui contribue aux régimes de retraite; 40 % des travailleurs (régime d'employeur), tandis que le tiers cotise à un RÉER. Il reste donc encore le tiers sans autre épargne-retraite que le Régime des rentes du Québec.
- Le gouvernement propose la création d'un Régime volontaire d'épargne retraite (RVER), un régime privé collectif pour les 2 M de Québécois qui n'ont pas accès à un régime de retraite auquel contribue l'employeur. Sera en vigueur dès 2013, en cotisant 2 % de leurs revenus jusqu'en 2015, 3 % en 2016 et 4 % à partir de 2017.
- Les critiques n'ont pas tardé : les employeurs ne sont pas tenus d'y contribuer; la responsabilité et le risque supportés seulement par les travailleurs.



- Lors du dernier budget provincial, le Conseil a émis des réserves sur le Régime volontaire d'épargne retraite (RVER), par voie de communiqué, le 20 mars dernier :
  - Nous craignons qu'il ne soit pas équitable envers les femmes, compte tenu de la nature de leur participation au marché du travail. Rappelons que les travailleuses gagnent le 2/3 du revenu moyen de leurs collègues masculins. Elles ont donc une capacité moins grande de contribuer à de tels régimes, dans lesquels les employeurs ne sont pas obligés de verser un sous.
- Je précisais qu'avant d'inviter les entreprises à mettre sur pied des RVER, le gouvernement aurait dû mesurer l'impact de ce nouveau mode d'épargne sur les femmes.
- Réactions négatives pour la Fédération des femmes du Québec : dénonce l'insécurité généralisée pour les femmes. Comme le Conseil, la FFQ considère cette mesure inappropriée pour les femmes; salaires moindres, travaillent à temps partiel, n'ont pas les moyens de contribuer, etc. Elle propose de bonifier le Régime des rentes du Québec, comme la FTQ.

#### 5.4 Le Plan Nord :

- Les oubliées du Plan nord : excellent dossier publié en avril dans la Gazette desfemmes.ca. Le mot femme n'apparaît qu'une seule fois dans le document qui décrit le projet gouvernemental. Aucun groupe de femmes n'a été consulté.
- Pourquoi le Conseil s'intéresse à ce vaste chantier de 25 ans estimé à 80 G\$ d'investissements et qui vise 20 000 emplois touchant les services de santé et sociaux, à forte concentration féminine. Quels sont les impacts sur les conditions de vie des femmes ?
- La grande majorité des emplois touche le secteur de la construction (98 % et mines 7 %), occupés par des hommes. Aucune démarche pour favoriser l'accès aux femmes.
- Les femmes y seront touchées : emplois secteur primaire réservés aux hommes, emplois féminins dans les services, disparités salariales, manque de places en garderie, de logements sociaux, violence, prostitution, drogues. Tous ces enjeux ont des impacts sur les conditions de vie des femmes.
- Le gouvernement n'a pas jugé bon de produire l'ADS pour prévoir comment le développement de ce vaste projet pourrait affecter différemment les femmes, les enfants et les hommes.

- Dans une lettre publiée dans le Devoir du 2 avril, Femmes autochtones du Québec soulignait que les femmes autochtones étaient oubliées, comme le titre de la Gazettedesfemmes.ca. Qu'elles étaient les moins écoutées, les moins consultées, les plus vulnérables.
- Le Conseil prépare une réflexion à ce sujet. On veut parler aux gens, savoir ce qu'il se fait sur le terrain? Y a-t-il des initiatives intéressantes? Exportables? Autre dossier à suivre...

5.5 La prostitution : s'occuper aussi des femmes plus vulnérables, comme les prostituées.

- Le Conseil lancera à la fin mai son avis sur l'un des mythes les plus odieux : « le plus vieux métier du monde »! Il est plus juste de parler de la forme d'oppression la plus violente, d'une manifestation troublante de l'inégalité femmes/hommes.

### **Pourquoi s'intéresser à cela?**

- Deux jugements ontariens (Himel 2006 et Bedford 2010) font ressurgir le débat sur la prostitution : cette forme grave d'exploitation et de violence des femmes.
- Nous croyons qu'il n'appartient pas aux tribunaux de dicter les lois en matière de prostitution. Cette question ne peut être réduite à sa seule dimension juridique et du libre choix.
- Démarche sur le terrain, basée sur des consultations de survivantes, d'experts et d'organismes de soutien pour bien comprendre la vraie réalité des prostituées.
- Il est faux de croire que les femmes choisissent de faire de la prostitution. Depuis leur enfance, elles sont souvent victimes d'abus sexuels, de violence et d'abandon, entrent dans un cercle vicieux : violence, abandon, massages érotiques, danses, prostitution, drogues, violences, dépendances, etc.

Comme société égalitaire, il est urgent de ne plus banaliser la prostitution. C'est un enjeu de société qui cause des problèmes sociaux graves subis par ces femmes.

D'autres enjeux méritent qu'on s'y attarde et à divers paliers.

5.6 La sécurité dans les villes : au municipal, ça peut être une question d'importance! Est-ce que nos plans d'urbanisation sont conçus de façon à assurer la sécurité des femmes qui circulent à diverses heures du jour sur le territoire?

5.7 Le décrochage scolaire : en milieu scolaire, l'enjeu du décrochage des filles existe réellement. Une étude récente de la Fédération autonome de l'enseignement dépeint la réalité des décrocheuses et nous éclaire sur les causes et les conséquences. Et oui, il existe des facteurs spécifiques aux filles qui les mènent à décrocher de l'école. Est-il aussi marginal que certains le prétendent? Quelles sont les conséquences économiques pour elles ? Comment soutenir les décrocheuses pour qu'elles raccrochent ?

5.8 Une foule d'enjeux concernent les femmes :

- Budget municipal; culture, sports et loisirs; sécurité routière; éthique; démocratie municipale, etc.
- À nous de s'y attarder. Sortons nos lunettes!

## **6. Quelques conditions de succès**

Pour maximiser notre influence face aux enjeux d'égalité, je suis de celles qui croient qu'il faut adopter un discours positif, critique soit, mais qui sait reconnaître les bons coups et qui est porteur de solutions. Un discours qui n'entraîne pas insidieusement une perception de victimisation.

- Valérie Toranian, directrice de la rédaction du magazine *Elle* depuis 2002, disait que « la victimisation est un danger qui menace la condition des femmes. On ne peut pas vouloir prendre les places... et, à la première difficulté, se réfugier dans un statut de victime. C'est le contraire du féminisme tel que le conçois<sup>6</sup> ».

Faisons appel à l'humour!

- L'humour c'est reconnu, est une « arme » puissante pour désamorcer des conflits, réduire la pression tout en faisant passer nos messages.
- Pour vous inspirer, je vous invite à consulter plusieurs blogues intéressants :
  - À tout seigneur, tout honneur
  - le mien : [blogue-presidente.csf.gouv.qc.ca](http://blogue-presidente.csf.gouv.qc.ca)
  - [Jesuisfeministe.com](http://Jesuisfeministe.com)
  - Labarbe, etc.

S'allier les hommes, car plusieurs partagent les valeurs féministes, les valeurs d'égalité.

- À lire, *Manifeste féministe* de Laure Adler, journaliste et auteure :
  - animatrice française de l'émission Cercle de minuit à TV5.
  - propose de partager le féminisme avec les hommes.

Citation de René Frydman, médecin français reconnu internationalement :

« Qu'est qu'une femme? La moitié du ciel. Une énigme. Celle qui peut concilier plusieurs vies et mener de front le travail et la famille<sup>7</sup> ».

## **7. Conclusion :**

- Meilleure représentation des femmes en politique et dans les lieux de pouvoir : souhaitable pour la société tout entière, les entreprises, les femmes elles-mêmes, leurs filles et petites-filles.
- Je salue votre engagement. Merci de nous aider à accroître la représentation des femmes dans les lieux décisionnels. Nous avons besoin de modèles comme vous. Et merci de mettre votre influence au service de l'Égalité.
- Bon succès!

---

<sup>1</sup> CSF, *Tableaux statistiques 2012 sur la présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs*, 2012.

<sup>2</sup> Chantal Rouleau, « Lettre à Jean Charest », La Presse, 11 octobre 2011.

<sup>3</sup> Hervé Gattegno et Anne-Cécile Sarfati, *Femmes au pouvoir, Récits et confidences*, 2007.

<sup>4</sup> MCCCCF, *Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015*, 2011.

<sup>5</sup> MCCCCF, *Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015*, 2011.

<sup>6</sup> Hervé Gattegno et Anne-Cécile Sarfati, *Femmes au pouvoir, Récits et confidences*, 2007.

<sup>7</sup> Laure Adler, *Manifeste féministe*, 2011.